

Liberté, Union européenne, OTAN : la société ukrainienne a fait son choix

Par **Olexiy Haran** et **Petro Burkovskiy**

Olexiy Haran est professeur de politique comparée à l'Université nationale de Kiev-Mohyla-Académie.

Petro Burkovskiy est directeur exécutif de la Ilko Kucheriv Democratic Initiatives Foundation¹.

Traduit de l'anglais par Cadenza Academic Translations.

La résistance ukrainienne s'inscrit dans un temps long, ouvert par l'indépendance de 1991 et confirmé en 2014. Une tendance continue a rapproché très largement l'opinion du pays de l'UE puis de l'OTAN, la conduisant à chercher une véritable séparation avec la Russie et surtout avec son héritage historique soviétique. Accélérant des processus déjà en cours, l'Ukraine entend sortir de la guerre comme une véritable démocratie européenne.

politique étrangère

Le monde a été surpris par la résistance des Ukrainiens face à l'invasion russe du 24 février 2022, alors que l'Occident n'a fourni un soutien militaire substantiel que tardivement. Certaines capitales européennes, et même Washington, avaient pensé que, face à une invasion à grande échelle, l'Ukraine s'effondrerait en à peu près une semaine. Aujourd'hui encore, certaines sources de renseignement occidentales considèrent que ce sont des facteurs « mineurs » – telle l'efficacité de la défense aérienne ukrainienne –

1. Les données sur l'opinion ukrainienne depuis l'agression russe proviennent de deux sondages nationaux « en face-à-face » sur 2 000 personnes, réalisés par la Ilko Kucheriv Democratic Initiatives Foundation en août et en décembre 2022, disponibles sur : <https://dif.org.ua>. L'erreur d'échantillonnage théorique n'excède pas 2,3 %. Des déviations de l'échantillon peuvent toutefois être causées par les conséquences de l'agression russe, notamment l'évacuation de millions de citoyens. Aucun sondage n'a été mené dans les zones d'affrontement et dans les zones occupées, dont le Donbass et la Crimée. Les macro-régions se composent de l'Ouest (oblasts de Volhynie, Transcarpatie, Ivano-Frankivsk, Lviv, Rivne, Ternopil et Tchernivtsi), du Centre (oblasts de Vinnytsia, Jytomyr, Kiev, Kirovohrad, Poltava, Soumy, Khmelnytskyi, Tcherkassy, Tchernihiv et la ville de Kiev), du Sud (régions de Mykolaïv, Kherson et Odessa) et de l'Est (oblasts de Dnipropetrovsk, Zaporijjia et Kharkiv).

qui ont empêché la prise de la base aérienne proche de Kiev, et ainsi interdit la prise de la capitale ukrainienne². Mais comment expliquer qu'à l'heure où ces lignes sont écrites l'armée russe ne contrôle pas un seul centre régional, pas même celui de Kharkiv, majoritairement russophone et situé à 40 kilomètres de la frontière russe ?

Les Ukrainiens n'ont pas été surpris par leur propre capacité de résistance. Les sondages à la veille de l'invasion suggéraient qu'en cas de guerre la moitié des Ukrainiens se battraient ou aiderait l'armée par tous les moyens possibles³. Un cinquième des interrogés ne pensait pas que la guerre éclaterait ; un autre cinquième répondant qu'il essaierait simplement de survivre. Ces données étaient publiques, largement diffusées et ont été présentées dans les principales ambassades occidentales à Kiev. Pourtant, la résistance a constitué une surprise pour de nombreuses capitales.

En 2014, de longues files d'attente de volontaires avaient déjà été observées devant les bureaux militaires d'enrôlement. Le même phénomène s'est reproduit à une échelle beaucoup plus importante dans les premiers jours, particulièrement dramatiques, de l'attaque russe sur Kiev. Il n'y avait pas assez d'armes pour tous ceux qui étaient prêts à se battre.

Les réactions de l'opinion ukrainienne face à l'agression russe découlent des orientations prises par l'Ukraine au moment de l'indépendance. Depuis l'effondrement de l'URSS, la société et le système politique ukrainiens ont emprunté une voie de transformation différente de celle adoptée par la Russie. Contrairement à de nombreuses républiques soviétiques, l'Ukraine a acquis son indépendance pacifiquement, sans conflit ethnique interne, grâce à un accord tacite entre l'opposition nationale-démocratique et les « nationaux-communistes » au pouvoir. Lors des élections de 1994, l'Ukraine a été le premier pays de la Communauté des États indépendants à élire un président et un Parlement nouveaux. Alors qu'en Russie la Constitution de 1993 portée par Eltsine et établissant un modèle autoritaire était adoptée à l'issue d'une lutte violente contre le Parlement, la Constitution ukrainienne de 1996 résulte d'un compromis entre le président et le Parlement. L'opposition politique était beaucoup plus forte en Ukraine qu'en Russie. Un seul président a pu être réélu (Leonid Koutchma, 1994-2004) et tous les gouvernements ukrainiens ont dû tenir compte des intérêts des différentes régions. Ce système, que les

2. E. Rottbol, « Danish Military Intelligence Suggests Drug-Induced Megalomania May Have Influenced Putin to Invade Ukraine », *Berlingske*, 30 décembre 2022, disponible sur : www.berlingske.dk.

3. « No to Russia's Aggression: The Public Opinion of Ukrainians in February 2022 », Ilko Kucheriv Democratic Initiatives Foundation (DIF), 22 février 2022, disponible sur : <https://dif.org.ua>.

chercheurs occidentaux ont qualifié de « pluralisme par défaut », était ainsi beaucoup plus équilibré que le modèle russe.

Les tentatives d'établissement d'un système autoritaire ont provoqué deux « Maïdan » – des manifestations populaires de grande ampleur. À l'opposé de certains stéréotypes occidentaux alimentés par les récits russes, ces révoltes étaient non violentes, les manifestants occupant les rues plusieurs semaines de suite par des températures de -20 °C. La phase violente de l'Euromaïdan a débuté seulement après que le président Ianoukovytch a fait passer des lois visant à créer un régime du même type que celui de Loukachenko au Bélarus. Moscou s'est ensuite servi de la fuite de Ianoukovytch comme prétexte pour une agression planifiée depuis longtemps.

Pas d'alternative à l'OTAN et à l'UE dans l'esprit des Ukrainiens

Avant 2014, l'opinion publique ukrainienne connaissait une certaine ambivalence. Les Ukrainiens étaient favorables aussi bien à une adhésion à l'Union européenne (UE) qu'à une union avec la Russie et le Bélarus. S'il fallait choisir cependant, une majorité d'Ukrainiens préférerait adhérer à l'UE. Même dans le Donbass et en Crimée, la jeune génération s'accordait avec ses homologues des autres régions du pays⁴.

Concernant l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), la situation était différente. Avant 2014, les Ukrainiens soutenaient une position de non-alignement. Les auteurs de cet article faisaient partie des 13 % d'Ukrainiens favorables en 2012 à une adhésion à l'OTAN⁵, sans toutefois imaginer que l'armée russe viendrait un jour en Ukraine pour y tuer des Ukrainiens, y compris russophones.

Les Ukrainiens avaient foi dans le mémorandum de Budapest de 1994. Kiev y avait renoncé à son arsenal nucléaire, le troisième du monde (plus large que les arsenaux britannique, français et chinois réunis), en contrepartie de garanties de son intégrité territoriale fournies par les États-Unis, le Royaume-Uni et... la Russie ; la France et la Chine publiant séparément des déclarations soutenant ce mémorandum. L'intégrité territoriale de l'Ukraine a également été actée dans le traité russo-ukrainien de 1997. En 2014 pourtant, la Russie occupait la Crimée et attaquait une Ukraine non alignée et non nucléarisée dans le Donbass. Les seuls à avoir prédit l'invasion russe de 2014 étaient en fait les nationalistes, qui soulignaient

4. « Ukrainians Opt for EU Membership, in Particular the Youth », DIF, 14 avril 2012, disponible sur : <https://dif.org.ua>.

5. « Ukraina naperedodni samitu NATO v Čikago: šo maemo j na šo spodivavemos! », DIF, 17 mai 2012, disponible sur : <https://dif.org.ua>.

l'existence d'une profonde fracture civilisationnelle entre les deux États. La plupart des experts occidentaux considéraient ces arguments comme « non pertinents », voire « insensés ».

L'inconcevable s'est produit. Après l'agression russe de 2014, le soutien au « vecteur eurasiens » (l'union douanière avec la Russie, le Bélarus et le Kazakhstan) s'est effondré⁶ à 16 %, puis à 11 % en 2017 et 8 % à la veille de la guerre. À l'inverse, le soutien à l'UE s'élargissait, atteignant 79 % en décembre 2022, avec une majorité absolue dans toutes les catégories de personnes interrogées, indépendamment de l'âge, la macro-région de résidence, le niveau d'éducation ou la position sociale.

Le changement le plus spectaculaire concerne le soutien à l'adhésion à l'OTAN, qui explose et devient prédominant après 2014. Poutine, en parlant de la « menace de l'OTAN » et en agissant agressivement, a transformé la société ukrainienne jusque-là non alignée en un fervent partisan de l'OTAN.

En septembre 2014, la Russie contraignait l'Ukraine à accepter une « solution politique » du conflit du Donbass dans le cadre des accords dits de Minsk, avec la médiation de la France et l'Allemagne. L'année suivante, le

Moscou n'a pas appliqué le volet « sécurité » des accords de Minsk

second accord de Minsk prévoyait des dispositions accordant à « certaines zones des régions de Donetsk et de Louhansk⁷ » (CZRDL) un « statut spécial ». Ce statut devait être intégré à la Constitution ukrainienne, ainsi que le droit pour les autorités des CZRDL de disposer d'un système judiciaire, d'une police et de forces armées (appelées « milices ») distincts, ce qui aurait transformé la région en une énorme base russe à l'intérieur de l'Ukraine.

Moscou ne souhaitait pourtant pas mettre en œuvre le volet « sécurité » des accords de Minsk. Il n'y a eu aucun cessez-le-feu, la Russie a bloqué tout accès ukrainien à la mer d'Azov et a distribué des passeports russes dans la zone occupée du Donbass. Sans surprise, une majorité absolue d'Ukrainiens (62 %) se montrait défiante vis-à-vis de la Russie et souhaitait que les territoires occupés du Donbass retrouvent leurs conditions d'avant-guerre, sans aucun « statut spécial »⁸.

6. « Gromads'ka dumka: pidsumki 2014 roku », DIF, 2014, disponible sur : <https://dif.org.ua> ; « Šo perežili Ukraïna ta svit u 2020 roci j čogo nam čekati 2021-go: poliitični j ekonomični prognozi », DIF, 21 décembre 2020, disponible sur : <https://dif.org.ua>. Avec le début de la guerre, les derniers chiffres du DIF et du Centre Razumkov n'ont pas été publiés.

7. Zone occupée par les Russes, représentant un tiers du Donbass. Contrairement à ce qu'affirme la Russie, les accords de Minsk ne reconnaissent ni ne mentionnent les « républiques populaires » créées par Moscou. Les deux tiers du Donbass sont restés sous le contrôle de l'Ukraine. À la veille de l'invasion de 2022, Poutine a unilatéralement refusé de respecter « Minsk », une autre des multiples violations des accords signés par Moscou.

8. « The Ways of Achieving Peace in Donbas: Public Attitudes, Expectations and Concerns », DIF, 11 décembre 2019, disponible sur : <https://dif.org.ua>.

Si, pendant la campagne présidentielle de 2019, Volodymyr Zelensky apparaissait naïf, inexpérimenté et pacifiste dans son attitude à l'égard de Poutine, la majorité de son électorat et de l'électorat de son parti (Serviteur du peuple) était favorable à une adhésion à l'OTAN et à l'UE. Dans un premier temps, le président Zelensky a tenté de trouver un compromis avec Poutine en retirant les forces ukrainiennes de certaines zones du front. Cependant, face à la réalité de la pression russe, il a durci son approche.

Les discours sur la « menace de l'OTAN » que représenterait une Ukraine non alignée et non nucléarisée constituaient un bluff russe. Mais face aux efforts engagés par Poutine pour justifier son invasion, l'Ukraine se voyait une nouvelle fois demander d'adopter un statut de neutralité. Aux premiers jours de l'invasion, alors que la Russie rencontrait un certain succès militaire, les dirigeants ukrainiens semblaient disposés au moins à discuter de cette option, l'opinion demeurant toutefois favorable à l'adhésion à l'OTAN. Face aux échecs russes sur le terrain, Kiev a rapidement modifié sa position. L'approche du « Pacte de sécurité de Kiev⁹ », proposé par le groupe d'experts Rasmussen-Yermak, est axée sur l'approvisionnement immédiat en armes, sur les sanctions économiques en cas d'agression et sur l'entraînement des militaires ukrainiens, sans exclure, et même en insistant sur, une future adhésion à l'OTAN.

Cette orientation était en phase avec l'opinion ukrainienne. Lorsque différentes options relatives à la sécurité du pays ont été proposées dans un sondage¹⁰ de décembre 2022, seuls 9 % des réponses soutenaient le « statut non aligné de l'Ukraine avec des garanties de sécurité internationales ». C'est l'option OTAN qui recueillait la majorité, même dans les régions du Sud et de l'Est, traditionnellement plus sceptiques à l'égard de l'Alliance.

La nation politique ukrainienne

La formation d'une « nation politique ukrainienne » inclusive constitue une évolution déterminante depuis 1991. Le processus a commencé lorsque l'Ukraine a accédé à l'indépendance et a adopté l'« option zéro » – la possibilité, pour toute personne vivant sur le territoire, d'obtenir la nationalité ukrainienne. La notion de « nation politique » implique que l'ethnie, la langue et la confession n'ont pas d'importance : il s'agit de considérer l'Ukraine comme sa patrie et d'être prêt à la défendre.

9. « The Kyiv Security Compact », 13 septembre 2022, disponible sur : www.president.gov.ua.

10. « Results-2022: Under the Blue-Yellow Flag of Freedom! », DIF, 5 janvier 2023, disponible sur : <https://dif.org.ua>.

C'est là un phénomène que le Kremlin et nombre d'Occidentaux n'ont pas compris, pensant qu'un russophone était forcément pro-russe, voire voulait rejoindre la Russie. Les efforts de Poutine pour déstabiliser le Sud et l'Est de l'Ukraine au printemps 2014 ont ainsi échoué. Le dernier sondage fiable réalisé dans le Donbass au printemps 2014 a montré que, même dans cette région, seule une minorité souhaitait la sécession de l'Ukraine¹¹. Les militants pro-russes semblaient sur le point de s'effondrer en août 2014 et Poutine a dû envoyer des troupes russes dans le Donbass. Face à cette invasion, les russophones, y compris du Donbass, ont constitué une grande partie des bataillons de volontaires et des forces armées ukrainiennes, où l'on parlait aussi bien le russe que l'ukrainien...

Un sondage d'août 2022 révélait que plus de 90 % des Ukrainiens étaient fiers de leur nationalité. Une autre tendance importante depuis l'Euromaïdan est la domination de l'appartenance ukrainienne globale sur les identités régionales : 72 % des interrogés choisissaient comme identité principale « citoyens ukrainiens », seulement 6 % se définissant d'abord comme résidents de la région où ils vivaient et 12 % comme résidents de leur ville ou village.

Le président Zelensky lui-même illustre la nature de la nation politique ukrainienne. Russophone et juif, originaire de la ville russifiée de Kryvyï Rih, il n'a parlé couramment l'ukrainien qu'après son accession à la présidence. Ce seul fait disqualifie les allégations de la propagande russe selon lesquelles l'Ukraine serait « gouvernée par les nazis ukrainiens ».

L'Occident a encensé Zelensky pour ne pas avoir quitté son pays – à la différence du président afghan Ashraf Ghani en août 2021. Pourquoi aurait-il dû partir ? L'Ukraine n'est pas l'Afghanistan ; il n'y avait pas de guerre civile. Les parlementaires ukrainiens n'ont pas quitté Kiev, à l'exception de quelques pro-russes. Zelensky a agi avec bravoure parce que soutenu par une société courageuse. Si ses discours dégagent une telle force, c'est précisément parce qu'il dit la vérité : les rédacteurs des discours de Zelensky n'inventent rien.

Pendant la guerre, Zelensky a adopté l'ukrainien comme langue de communication, reprenant même *de facto* le slogan de l'ancien président Porochenko « armée, langue, foi » – pour lequel Porochenko avait été critiqué par l'opposition, y compris par Zelensky...

11. « Jugo-Vostok: vetv' dreva našego », Institut international de sociologie de Kiev, 18 avril 2014, disponible sur : <https://zn.ua>.

La plupart des Ukrainiens sont bilingues, et de nombreux russophones continueront à s'exprimer en russe au quotidien. Les Russes ethniques sont une part légitime de la nation politique ukrainienne. Toutefois, même avant 2022, la majorité des personnes interrogées, dans toutes les régions, estimaient¹² que tous les citoyens ukrainiens doivent connaître la langue de l'État ; que l'ukrainien doit être la langue de communication des fonctionnaires ; et que, dans tous les établissements d'enseignement public, la plupart des matières doivent être enseignées en ukrainien. Il n'y a donc plus de division politique sur cette question.

Désoviétisation et dérussification

Sur la question de la décommunisation et de la désoviétisation, les points de vue des Russes et des Ukrainiens divergent de plus en plus. En 2021, 62 % des Ukrainiens (et la majorité dans toutes les régions) jugeaient¹³ négativement le rôle de Staline vis-à-vis de l'Ukraine. La moitié des sondés était d'accord avec l'interprétation qui voit l'origine de la Seconde Guerre mondiale dans l'accord secret entre Hitler et Staline sur la division de l'Europe (29 % n'étaient pas d'accord). Un contraste fort avec la Russie, où la discussion publique de ce sujet est prohibée.

L'agression russe n'a fait que renforcer le mouvement de décommunisation. Dans un sondage d'août 2022, 59 % des personnes interrogées soutenaient la décision de condamner l'URSS au titre de régime communiste totalitaire (13 % seulement s'y opposaient).

Une décommunisation en marche

En Ukraine, les différences d'attitude entre régions sur la politique, l'histoire et la géopolitique ont toujours été importantes, mais la tendance de fond, surtout après le 24 février, est à la régression de ces différences. Elles n'ont pas pour autant disparu. La plus grande disparité de positions sur la condamnation de l'URSS s'observe dans le Sud, où les attitudes se divisent en quatre parties presque égales : ceux qui la soutiennent, ceux qui s'y opposent, ceux que cela n'intéresse pas et ceux qui n'ont pas répondu. On peut cependant présumer qu'après les atrocités commises par Moscou – bombardements, actes de terreur à l'encontre des civils dans le Sud... – la tendance sera au renforcement avec la moyenne nationale.

12. « Two Years of the Law on Language: Successes and Failures », DIF, 10 mai 2021, disponible sur : <https://dif.org.ua>.

13. « Victory Day and Its Role in the Historical Memory of Ukrainians: What Meaning Do Citizens Attach to This Date? », DIF, 24 mai 2021, disponible sur : <https://dif.org.ua>.

Le président Iouchtchenko était parvenu à diffuser dans toutes les régions des informations sur l'Holodomor, la famine artificiellement provoquée par Staline en Ukraine en 1933. Mais les efforts pour accélérer la décommunisation, par exemple en démantelant des monuments de l'ère soviétique et en renommant des rues, n'ont pas été très fructueux et ont créé des dissensions. Dans certains petits villages à seulement 20 kilomètres de Kiev, on trouvait encore des statues de Lénine et des rues à son nom. Lors de l'Euromaïdan, le « Léninopad » (la destruction des monuments dédiés à Lénine) est venu de la base. Après le 24 février, ce processus de désoviétisation s'est tout naturellement étendu à la dérussification. Jusqu'à récemment, il y avait dans chaque *raïon* des rues et monuments dédiés à Pouchkine (auteur d'éloges des victoires de la Russie dans le Caucase, en Ukraine et en Pologne). Dostoïevski (nationaliste chauvin, anti-occidental et orthodoxe messianique) a lui aussi encore deux rues à son nom à Kiev ainsi qu'une autre à Irpin, détruite par les bombardements russes. Il semble illogique de ne pas renommer ces rues.

L'un des principaux vecteurs de promotion des récits du Kremlin en Ukraine est l'Église orthodoxe russe (EOR). L'appellation officielle de la branche de l'EOR en Ukraine est « Église orthodoxe ukrainienne » (EOU), sans mention de sa subordination à Moscou. Sans surprise, pour les Ukrainiens de l'ancienne génération, en particulier dans les villages, il n'est pas aisé de la différencier de l'Église orthodoxe autocéphale d'Ukraine. C'est la raison pour laquelle, en Ukraine, l'on ajoute généralement « patriarcat de Moscou » : EOU (PM). La position de l'EOR et du patriarche Cyrille, qui a donné sa bénédiction à la guerre, ainsi que la réticence des dirigeants de l'EOU (PM) à dénoncer Cyrille, conjuguées au soutien direct manifesté par certains de ses prêtres à l'armée russe, ont provoqué de graves tensions au sein de l'EOU (PM), qui a tenté de se distancier de l'EOR. Cette prise de distance ne s'est pas montrée très convaincante, même auprès des fidèles de l'EOU (PM). Ainsi, les trois quarts des Ukrainiens soutiennent-ils¹⁴ la décision du président Zelensky d'imposer des sanctions au haut clergé de l'EOU (PM), tout comme un tiers des fidèles de l'EOU (PM)... Seuls 12 % des sondés s'opposent aux sanctions.

Certains Occidentaux et Russes libéraux considèrent Poutine comme l'unique responsable de la guerre, qu'il faudrait destituer pour libérer la Russie de la dictature. Compte tenu de l'histoire de leurs relations avec

14. « How the Attitude of Ukrainians to Decommunization, Ukrainian Orthodox Church (Moscow Patriarchate) And Nationalism Is Transforming Amid the Russian War Against Ukraine », DIF, 24 octobre 2022, disponible sur : <https://dif.org.ua>.

la Russie impériale et même avec les démocrates russes, les Ukrainiens sont plus sceptiques. Dictionnaire ukrainien : « Le Russe libéral s'arrête là où l'Ukraine commence »...

Nombre d'Ukrainiens – y compris les auteurs de cet article – ont des proches en Russie, la plupart d'entre eux croyant, sous influence de la propagande du Kremlin, qu'il est nécessaire de nous « libérer des nazis ». La société russe est visiblement malade. La majorité des sondés ukrainiens, quels que soient leur région, leur langue, leur âge, leur niveau d'instruction ou leur statut économique, jugent les Russes collectivement responsables de cette guerre. Plus de 75 % des interrogés soutiendraient la décision d'interrompre toute relation avec la Russie après la guerre. Plus les atrocités russes seront importantes et plus les Ukrainiens se radicaliseront.

Que signifie la victoire pour les Ukrainiens ?

Quand l'on demandait aux Ukrainiens si leur pays évoluait dans la bonne direction, ils répondaient habituellement « non » (sauf dans la courte période suivant l'élection d'un nouveau président), tout en restant majoritairement optimistes quant à leur avenir. Iryna Bekechkina, la feu directrice de la Ilko Kucheriv Democratic Initiatives Foundation (DIF), l'expliquait ainsi : sous l'effet de siècles de domination étrangère, les Ukrainiens se montrent traditionnellement méfiants envers les autorités et leur culture politique est marquée par une attitude anarchiste. En outre, la liberté d'expression, le dynamisme de la compétition politique, le populisme, le pluralisme de la télévision largement ouverte aux oppositions de toutes sortes les poussent à porter un regard critique sur la situation de leur pays. Mais quand il s'agit de leur avenir, les Ukrainiens comptent sur eux-mêmes, sur leur individualisme, et sont dès lors plus optimistes.

Lorsque la guerre a commencé, les Ukrainiens ont pensé que le pays allait dans la bonne direction. Paradoxe ? Non. Les Ukrainiens ordinaires comprenaient qu'ils se trouvaient du bon côté de l'histoire. En dépit de tous ses problèmes, leur pays suivait une tendance ascendante, alors que l'autoritarisme russe était en déclin.

Plus de 90 % des sondés, une majorité dans toutes les régions, pensent aujourd'hui que l'Ukraine gagnera cette guerre. On entend pourtant des « réalistes » d'Occident prédire que les Ukrainiens finiront par se lasser de la guerre, qu'ils donneront au Kremlin des « concessions raisonnables » ou des « garanties de sécurité » et lui permettront de « sauver la face », par exemple en reconnaissant l'annexion de la Crimée. Cela s'apparenterait pour les Ukrainiens à une politique d'« apaisement »,

rappelant le « flirt » avec Hitler du siècle dernier. Certains ont même proposé un « scénario à la coréenne » (correspondant exactement à ce que souhaite Poutine pour regrouper ses forces).

Depuis 2014, de nombreux experts occidentaux ont reproché à l'Ukraine son manque de volonté dans les négociations de paix, les accords de Minsk, ou lui reconnaissent une « part de responsabilité » dans l'envenimement de la situation. D'autres dépeignaient l'Ukraine comme un État corrompu et défaillant, qui finirait par tomber aux mains de la Russie. Quelques-uns ont modifié leur position avec le temps, mais peu ont admis leurs erreurs¹⁵. Avec courage, le président allemand Frank-Walter Steinmeier a reconnu¹⁶ qu'il avait commis une erreur dans son traitement de l'Ukraine et en se montrant conciliant envers la Russie. Beaucoup devraient encore faire de même.

Le soutien, bien que tardif, apporté à l'Ukraine par des pays qui s'étaient auparavant montrés réticents à un appui militaire (au premier chef l'Allemagne, la France et l'Italie) a amélioré l'image de ces pays en Ukraine.

Dans son sondage le plus récent, réalisé pendant la guerre, le DIF a posé la question suivante : les dirigeants ukrainiens devraient-ils faire des concessions au Kremlin si l'aide des pays occidentaux venait à diminuer ou cesser complètement ? (Dans un tel cas de figure, l'Ukraine ne serait sans doute pas en mesure de mener une contre-offensive.) Seul un dixième des personnes interrogées a donné une réponse positive ; 60 % ont répondu « non », 15 % estimant que, dans ces conditions, il serait préférable de geler le conflit, mais aucunement d'accepter les conditions russes.

Se pose toutefois la question de savoir ce qui pourrait être considéré comme une victoire. La majorité absolue (54 %) des Ukrainiens interrogés considère que la victoire consisterait à rétablir les frontières existantes en janvier 2014. 22 % sont encore plus radicaux, estimant qu'il faut chercher à détruire l'armée russe et à désintégrer la Fédération de Russie de l'intérieur. Il ne s'agit pas ici de discuter de la faisabilité de cette approche, la désintégration de la Russie créerait évidemment des problèmes supplémentaires pour la sécurité internationale. La position officielle de Kiev est

15. V. Kulyk, « Discussions with Western Scholars about Science under the Thunder of War (in Ukr.) », *Krytyka*, n° 1-2, 2022, disponible sur : <https://krytyka.com>.

16. « Germany's President, in Kyiv, Pledges More Military, Financial Support for Ukraine », Reuters, 25 octobre 2022, disponible sur : www.reuters.com.

de rétablir l'intégrité territoriale conformément aux frontières de 1991. L'avenir de la Fédération de Russie doit être décidé par les Russes eux-mêmes, y compris les nombreuses minorités ethniques. Il est cependant clair que, tant que la politique russe demeurera impérialiste, le danger perdurera, pour l'Ukraine et pour la paix internationale.

Seuls 18 % des sondés seraient disposés à céder certains territoires occupés contre la cessation des hostilités, tout en considérant cela comme une victoire. Parmi ces derniers, 8 % sont disposés à céder seulement la Crimée et 6 % les territoires occupés jusqu'au 23 février 2022.

Dans son dernier sondage, le DIF posait une autre question : cela vaut-il la peine de négocier avec la Russie la fin de la guerre pour préserver la vie de nos militaires, civils, prisonniers et déportés ? Parmi les réponses on comptait 23 % de « oui », mais 60 % ont considéré que les négociations de paix avec la Russie étaient impossibles, même pour sauver des vies, puisque la Russie ne respecte pas ses engagements.

Toutefois, même dans ces conditions, des négociations ciblées pourraient être menées sous médiation internationale pour l'accès aux prisonniers de guerre ; le respect des conventions de Genève ; la libération de tous les civils détenus et la fin des déportations, notamment d'enfants ; la sécurisation des opérations dans les « couloirs céréaliers » ; et le retrait des troupes russes de la centrale nucléaire de Zaporijjia. Les Ukrainiens sont cependant convaincus que les négociations de paix avec la Russie doivent porter sur la fin de l'occupation de leur territoire et non sur des accords du type Munich.

La démocratie et l'État pendant la guerre

En dépit des défis posés par le conflit et de la méfiance, évoquée ci-dessus, qu'éprouvent traditionnellement les Ukrainiens à l'égard de toute forme d'autorité, la confiance des Ukrainiens vis-à-vis de l'État et des institutions sociales n'a fait que croître pendant la guerre. Les taux de confiance¹⁷ positifs les plus importants (entre 70 % et 90 %) concernent : l'armée (en première place avec 90 %) ; les services d'urgence de l'État (chargés notamment de lutter contre les coupures de courant, les incendies et les conséquences des bombardements) ; la garde nationale ; les « volontaires » (dans le jargon ukrainien : la société civile qui apporte un soutien matériel à l'armée) ; les formations militaires volontaires ; et le président (avec 70 %). Habituellement, c'est envers les partis politiques,

17. « Trust in the State: How to Save National Unity for the Victory », DIF, 30 septembre 2022, disponible sur : <https://dif.org.ua>.

le système judiciaire, les banques commerciales et le Parlement que la confiance des Ukrainiens est la plus faible : ces institutions présentent les taux de confiance les plus bas.

Un nouvel élan pour les valeurs démocratiques

La société ukrainienne a longtemps eu une attitude paradoxale vis-à-vis de la démocratie. D'un côté, elle persiste à réclamer une « main de fer », même si cette attente a diminué de 75 % à la fin des années 2000 à 58 % pendant la guerre. La démocratie est assurément perçue comme le système préférable pour l'Ukraine, avec davantage d'adhésion que tout autre système, y compris en temps de guerre : 64 %. 14 % des Ukrainiens pensent que « l'autocratie peut être meilleure que la démocratie dans certaines circonstances ». Au vu de ces résultats, certaines sociétés occidentales peuvent envier l'Ukraine, qui donne un nouvel élan aux valeurs démocratiques et où l'extrême droite et l'extrême gauche ne parviennent pas à franchir le seuil électoral.

Des restrictions sont en effet mises en place en Ukraine en temps de guerre. L'opposition a apporté son soutien au gouvernement et a voté la loi martiale en février 2022. Le rôle des oligarques a considérablement diminué et il existe un accord tacite dans la société pour ne pas confronter le gouvernement à des critiques excessives. Le degré de liberté d'expression reste toutefois extrêmement élevé.

Les autorités ont exclu de manière injustifiée trois chaînes de télévision d'opposition du bouquet de télévision « social » présent dans chaque foyer, bien que ces chaînes soient accessibles *via* la télévision par câble, très répandue. À part cela, les journaux en ligne, très populaires en Ukraine, offrent une pluralité de points de vue, critiquant ouvertement les autorités et discutant de l'efficacité des actions gouvernementales.

Confrontés à la question « Comment critiquer le gouvernement en temps de guerre ? », les auteurs de ces lignes suivent une règle simple : ne jamais critiquer publiquement les actions et les opérations militaires, ni le commandement ukrainien. Les Ukrainiens sont conscients des erreurs commises par les responsables politiques avant la guerre mais, d'une manière générale, on s'accorde sur le fait que c'est après la victoire qu'il conviendra d'en parler. On peut par contre critiquer les cas de corruption ou d'utilisation inefficace des ressources, lorsque ces manquements ne sont pas liés à la guerre. Les Ukrainiens ne se battent pas seulement pour leur liberté et leur intégrité territoriale ; la Russie et l'Ukraine sont aussi engagées dans une guerre de valeurs.

Il ne fait aucun doute que certaines personnalités du gouvernement aimeraient profiter de la situation pour asseoir leur autorité (dont, au premier rang, Andriy Yermak, chef de cabinet du président). Zelensky a manifesté quelque tendance messianique avant même d'occuper la plus haute fonction et il est depuis devenu un héros mondial. On peut craindre que, la victoire assurée, sa vision de soi comme une sorte de messie n'en soit renforcée.

Cependant, la guerre a libéré l'immense énergie de la société civile : à chaque tentative de monopolisation du pouvoir, les Ukrainiens ont répondu par un élan de résistance, en 2004 comme en 2014. Concernant l'éternel dilemme entre liberté et bien-être, le sondage d'août 2022 montre que la moitié des Ukrainiens sont prêts à endurer des difficultés économiques au nom des libertés et de la garantie de tous les droits civils, alors qu'un tiers seulement des sondés accepterait de renoncer à certaines libertés pour bénéficier d'une meilleure protection sociale.

En dépit de l'inévitable concentration du pouvoir liée à l'imposition de la loi martiale, les experts ukrainiens prédisent très largement qu'elle ne se prolongera pas dans l'avenir. L'accession de l'Ukraine au statut de candidat à l'UE en juin 2022 conforte ce point de vue. Ce statut est perçu comme un puissant instrument de transformation de l'Ukraine et la majorité des Ukrainiens estiment justifiée la pression de l'UE pour des réformes internes.

* * *

L'analyse des changements qui ont traversé la société ukrainienne entre 2014 et 2022 indique que les Ukrainiens ne se battent pas seulement pour leur liberté comme nation, mais qu'ils rejettent également l'autoritarisme, le révisionnisme nationaliste et la haine russes.

Les mutations sociales engendrées par l'invasion russe ont renforcé une tendance prévalente depuis 1991 et 2014. La société ukrainienne a complètement rompu les liens avec son passé soviétique et avec la Russie autoritaire moderne. Malgré des souffrances immenses, inédites en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, le succès dans l'affrontement contre l'armée russe est rendu possible par un fort sentiment d'unité ainsi que par la détermination du peuple ukrainien à défendre son indépendance et l'avenir européen du pays.



Mots clés

Société ukrainienne

Russie

Union européenne

OTAN

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2023

▶ S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

▶ Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : |_|_|_| Ville : Pays :
Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>